

Résolution politique adoptée par le CPN des 16 et 17 janvier 2016

1) L'« État fort » comme instrument de l'offensive contre les travailleurs et la population

La politique engagée par le gouvernement après les attentats du 13 novembre et les résultats des élections régionales, avec en particulier le score du FN, ont accéléré en les empirant les évolutions politiques en cours. Par-delà les nuances entre les grands partis institutionnels, la réponse de la classe dirigeante face aux ravages entraînés par sa propre politique consiste, sous prétexte du danger terroriste, à mettre en place un « État fort ». C'est ce que fait le gouvernement Hollande-Valls en mettant à profit dans cet objectif la situation créée par les attentats de novembre. Pour éviter que les convulsions inévitablement provoquées par les politiques libérales au niveau intérieur et par les politiques impérialistes sur le terrain international ne se retournent contre elle, la bourgeoisie mène préventivement une politique d'instauration d'un état d'exception permanent. La campagne haineuse contre les salariés d'Air France comme la condamnation à l'initiative du parquet, du pouvoir donc, de 8 anciens salariés de Goodyear à 9 mois de prison ferme pour avoir « séquestré » deux cadres de leur entreprise dont la direction venait d'annoncer la fermeture et le licenciements de 1450 ouvriers indique bien cette volonté de s'attaquer au mouvement ouvrier et social. Les prolongements successifs de l'état d'urgence, la déchéance de nationalité, le projet de loi sur la criminalité organisée, et les projets de réforme constitutionnelle en sont les exemples les plus criants.

2) Le tournant réactionnaire dans le cadre de la situation internationale

L'offensive réactionnaire que nous connaissons est l'expression d'une dégradation globale de la situation internationale. Chine, Brésil, Turquie... la dynamique de récession touche désormais les pays capitalistes soi-disant émergents, qui avaient été présentés comme immunisés contre les effets de la crise économique et financière. La fermeture de la Bourse chinoise à la suite de baisses boursières vertigineuses a donné un aperçu de la gravité du problème. Un retour durable à des taux de profits élevés ne sera pas possible de manière « pacifique », ce qui entraîne non seulement la pression en faveur de politiques encore plus agressives contre les droits des travailleurs mais aussi une tendance au renforcement de la concurrence entre firmes et entre grandes puissances. Les tensions internationales s'accroissent. Ainsi, la guerre permanente menée au Moyen-Orient par les grandes puissances et par leurs alliés - les puissances régionales qui mènent chacune leur propre politique et leurs propres alliances- non seulement déstabilise la région mais provoque en effet boomerang le renforcement des intégrismes religieux et du terrorisme. Les politiques des différentes puissances capitalistes ne font pas que se ressembler (la militarisation de la police en France, par exemple, emboîte le pas à une évolution similaire qu'ont connue les Etats-Unis). Elles ont des racines communes, elles se nourrissent les unes les autres et doivent être combattues à l'échelle internationale.

3) La course à droite ne peut que profiter au FN

Le gouvernement et Hollande entraînent dans leur chute le PS. Le sens politique de la déchéance de nationalité consiste à aller très loin sur le terrain de la droite et de l'extrême droite. Non seulement le PS est un parti entièrement intégré à la défense de l'ordre bourgeois contre le monde du travail et la population mais il est une machine électorale façonnée par les institutions de la Vème République, soumise au bon vouloir des ambitions présidentielles.

Le grand bénéficiaire de cette nouvelle course vers la droite est le FN dont la stratégie est fondée sur le rejet de la droite et de la gauche, l'« UMPS », sur une base réactionnaire, et qui n'entend nullement se prêter à la moindre alliance avec Les Républicains. De notre point de vue, le fait le plus inquiétant est qu'une large fraction des salariés, ouvriers ou employés voient dans le FN sinon un parti qui les représente du moins un parti qui peut représenter une possibilité de changement. Nous combattons ces mortelles illusions en dénonçant le FN comme un parti du patronat qui ne rêve que d'aller au pouvoir pour servir ses intérêts comme le PS ou Les Républicains même s'il représente notre pire ennemi. Dans l'immédiat il joue un rôle de pression extérieure à droite sur les partis dits « républicains » et sur l'ensemble de l'échiquier politique.

La droite prise entre l'offensive réactionnaire du gouvernement et le FN tente d'exister en trouvant en la personne de Juppé un homme capable d'apparaître comme susceptible de rassembler la « nation ».

4) Le Front de Gauche en désagrégation

Les orientations politiques contradictoires entre les deux principales composantes du FdG ont sérieusement compromis sa capacité à peser dans le champ politique. En particulier la contradiction entre la volonté affichée d'incarner une « opposition de gauche au gouvernement » et les négociations aux régionales avec le PS en vue de l'obtention de postes, plus généralement l'absence de toute capacité de s'opposer autrement qu'en parole au gouvernement minent complètement sa crédibilité.

L'absence d'opposition du FdG (Ensemble compris) à l'état d'urgence, sans même parler de l'opposition à la guerre, démontre clairement son incapacité à s'opposer à l'offensive du gouvernement et sa profonde adaptation à l'ordre

bourgeois, y compris dans sa version autoritaire actuelle. Il ne s'agit pas pour nous d'adopter une posture, mais d'expliquer en quoi nous nous différencions de cette gauche antilibérale, et en quoi notre existence et notre présence aux élections est utile.

5) Les points d'appui dans la lutte contre la politique de l'état d'exception permanent

Concernant la lutte contre l'état d'urgence, nous sommes bien évidemment minoritaires, mais un courant d'opinion opposé à cette politique est bien présent dans la classe ouvrière et dans la population. Les prises de position de multiples organisations syndicales, les manifestations et rassemblements qui se sont tenus depuis novembre, le meeting du 17 décembre... le prouvent. La multiplication d'incidents graves ces derniers jours (Goutte D'Or, Cergy, Manif Kurde) peut renforcer des éléments d'une conscience démocratique et opposée aux méthodes et abus de l'Etat policier. Le virage à droite de la gauche institutionnelle provoque des fractures dans le FdG et même jusque dans le PS... De nouveaux points d'appui pour mener une politique unitaire contre le gouvernement ont fait leur apparition. Il existe aujourd'hui, à partir de la question de l'opposition à l'état d'urgence, une possibilité de regrouper des forces diverses qui jusqu'ici jouaient chacune leur propre partition : le meeting de 17 décembre a ouvert la possibilité de regrouper aussi bien le cadre mis en place par le DAL (« Stop état d'urgence »), que celui de la LDH (« Nous ne céderons pas »), ou bien certaines des organisations ayant appelé au meeting de Saint-Denis. Aujourd'hui ces collectifs appellent conjointement à une manifestation le 30 janvier contre l'état d'urgence. Le NPA qui a contribué à l'existence de cette manifestation y appelle partout où c'est possible dans le cadre des collectifs unitaires et avec son propre matériel et il s'efforce d'y avoir les cortèges les plus fournis possible.

Le meeting organisé par le POID le 23 janvier à Charenton, avec la participation d'un membre de la direction du NPA sera une autre occasion de défendre cette perspective. Nous devons poursuivre cette politique unitaire tout en avançant clairement que la lutte contre l'état d'urgence, contre l'union nationale, contre la déchéance de nationalité et contre la guerre ne font qu'un.

6) Non à la guerre

La dénonciation de la guerre est devenue audible à une plus large échelle après les attentats de novembre, en particulier dans la jeunesse. Nous expliquons bien évidemment que la réponse guerrière de Hollande aux attentats ne peut qu'aggraver la situation au Moyen-Orient mais aussi par contrecoup en France en alimentant la théorie du choc des civilisations et le racisme. La guerre impérialiste est une composante essentielle de la politique de la bourgeoisie, c'est une source de puissance économique et politique : il s'agit aussi bien d'un moyen fondamental pour l'impérialisme français de tenter de conserver sa position dans la compétition avec les autres puissances mais c'est aussi la justification ultime de l'état d'urgence.

L'absence ou le retard à prendre position du mouvement ouvrier français sur cette question rend d'autant plus nécessaire de dénoncer la guerre impérialiste et de rester attentifs aux possibilités de mobilisation, en s'appuyant sur les cadres unitaires existants. Si l'offensive guerrière se prolonge et s'intensifie, on ne peut pas exclure que l'opposition à la guerre, aujourd'hui relativement réduite, puisse s'élargir en ouvrant la possibilité de mobilisations massives. Mener dès aujourd'hui une forte campagne sur cette question, notamment auprès de la jeunesse, c'est à la fois une façon de se préparer à cette éventualité et de contribuer à politiser et à forger une nouvelle génération militante anti-impérialiste.

7) Solidarité avec les migrants, non au racisme et à l'islamophobie

L'année 2015 s'est terminée sur le pogrom d'Ajaccio. Il est impossible de comprendre le saccage de la mosquée et les patrouilles dans plusieurs quartiers populaires d'Ajaccio en dehors de la politique de stigmatisation des musulmans et des immigrés de la part du gouvernement. Les milliers (plus de 3000) de perquisitions visant des musulmans ou supposés tels, les fermetures de mosquées ont ouvert ou plutôt élargi la voie pour l'extrême-droite et les franges les plus réactionnaires de la population pour s'en prendre à celles et ceux-là même qui sont sans cesse présentés comme la cinquième colonne.

La police pourchasse sans merci les réfugiés qui fuient les conséquences des politiques des grandes puissances et les persécutions des régimes et des forces réactionnaires. Nous travaillons à unifier les luttes des réfugiés et à la convergence avec le mouvement des sans papiers et les luttes contre l'exploitation capitaliste. La bataille pour les droits des migrants et contre le renforcement de l'islamophobie font partie intégrante de la lutte contre la politique du gouvernement et l'influence croissante des idées réactionnaires.

8) La colère sociale est toujours là

Juste avant les attentats, l'affaire Air France avait révélé la possibilité d'une ré-émergence de la colère ouvrière sur le devant de la scène. Malgré l'évolution délétère de la situation, l'état d'urgence n'a pas fait cesser les mobilisations. Un grand nombre de manifestations et des grèves nationales dans des secteurs importants ont été annulées en

novembre et décembre (Air France, Impôts, AP-HP, EN dans le 93). Mais les mobilisations et les grèves locales n'ont pas cessé, même si elles restent pour l'essentiel dispersées. Leur continuation malgré la pression répressive de la classe dirigeante et la politique de démobilisation des directions réformistes montre que la colère est grande, et qu'elle peut rapidement faire surface sur la scène politique.

La grève du 26 janvier dans la fonction publique est une échéance importante : nous poussons en faveur d'appels à la grève partout où c'est possible. Notre politique consiste à chercher à regrouper les luttes là où nous en avons la possibilité, et à donner un sens politique aux revendications, en un mot à combiner les mobilisations pour les droits sociaux des travailleurs avec la dénonciation de l'état d'urgence de la politique réactionnaire du gouvernement (voir parties 5 à 7).

La condamnation à de la prison ferme des salariés de Good Year permet de prendre la mesure du degré de répression inédit à l'égard des salariés en lutte et des équipes syndicales et militantes combattives. Mais le nombre de signatures réunies en moins d'une semaine à la pétition de la CGT Good Year (plus de 80 000) montre que cette condamnation suscite la colère et la révolte d'une frange significative du mouvement ouvrier. La CGT appelle à la construction de collectifs unitaires pour construire la contre-attaque du monde travail face à une telle attaque sans précédent. Le NPA doit répondre présent à cet appel et le relayer dans l'ensemble de son expression publique.

9) Dans les mobilisations écologistes

Comme en témoignent les mobilisations d'ampleur qui ont eu lieu au moment de la COP 21, la question écologique suscite un nombre croissant de luttes et devient une préoccupation importante d'une partie de notre camp social.

La résistance contre les grands projets nuisibles (NDDL, SIVENS, BURE, luttes no TAV, etc.) rassemble désormais des milliers de personnes qui expérimentent les manifestations, les occupations de terres, les ZADs... Cela participe de la prise de conscience que nous sommes victimes des grands groupes capitalistes de l'eau, de l'énergie, de l'agroalimentaire qui mettent à mal la vie même sur la planète, et des gouvernements à leur service.

L'année 2015 s'était terminée par la mascarade de la COP 21 et son "accord historique" garanti par l'interdiction des manifestations et les assignations à résidence, qui n'étaient pas parvenues à faire taire la mobilisation. 2016 s'est ouverte avec la reprise de l'offensive gouvernementale contre Notre dame des Landes, qui a donné lieu à une riposte exemplaire du mouvement avec près de 20 000 personnes le samedi 9 janvier.

Notre parti, fort de son implication reconnue dans ces combats, continue d'intervenir dans ces mobilisations, en les construisant, en créant des ponts avec les autres luttes et en menant la discussion sur notre stratégie qui lie la crise écologique à la lutte des classes et à la révolution socialiste. La répression subie à NDDL, avec 19 gardes à vue, appelle une réponse liée à celle plus générale contre l'état d'urgence.

10) Rassembler les anticapitalistes et les révolutionnaires autour d'une stratégie claire

Nous cherchons à construire une nouvelle représentation des classes exploitées, un parti des travailleurs, anticapitaliste et révolutionnaire, regroupant des militants issus de traditions diverses. Le fait d'afficher clairement notre stratégie et notre programme ne réduit pas notre audience, nous en avons la démonstration lorsque notre organisation prend des initiatives publiques et s'affirme comme un outil pour celles et ceux qui luttent et aspirent à une autre société. Nos camarades des peuples d'ici et d'ailleurs n'aspirent qu'à une chose : retrouver l'espoir en un monde meilleur. Et cet espoir nous est confisqué par le discours ambiant de fin de l'histoire et d'indépassabilité du capitalisme. Défendre un projet de société communiste est utile et indispensable.

Nous militons pour le regroupement des militants anticapitalistes et révolutionnaires, en particulier en nous adressant à Lutte Ouvrière, à Alternative libertaire et à d'autres organisations qui se situent sur le terrain des idées révolutionnaires.

Regrouper ces forces dans les mobilisations sociales et politiques permettra d'aider notre classe sociale à surmonter ses divisions et ses faiblesses, notamment face à l'inertie voire l'obstacle des bureaucraties syndicales ou face à la répression patronale et gouvernementale. Cela permettra également de donner plus de crédit à notre projet de transformation révolutionnaire de la société.

Moins que jamais nous ne devons renoncer à défendre nos idées anticapitalistes et révolutionnaires et cela implique de les exposer le plus ouvertement possible sans préjuger du rejet ou de leur approbation au sein des exploités. Nous décidons de lancer une série de réunions publiques sur l'ensemble du territoire afin de mettre en discussion une plateforme de propositions en vue de la prochaine campagne des élections présidentielles. Nous devons donner une visibilité nationale à notre politique contre le gouvernement et l'état d'urgence, contre le patronat et ses mauvais coups et pour la prise en main par les travailleurs eux-mêmes de la société en proposant que ces réunions soient aussi des lieux d'expression des acteurs des bagarres sociales en cours.

Nous réaffirmerons ainsi la nécessité de construire le NPA et de renforcer son influence politique. C'est dans ce cadre-là que nous envisageons la prochaine campagne des élections présidentielles : porter cette parole le plus largement possible avec la présence d'une candidate du parti et de plusieurs porte-paroles autour de lui/d'elle.